

1. Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Je m'engage

La lutte contre la fraude fiscale doit être une priorité. Ces pratiques coûtent entre 60 et 80 milliard d'euros par an à la France, minent le principe de consentement à l'impôt et donc le principe de solidarité nationale. Il faudra renforcer les sanctions et agir pour une convergence fiscale européenne.

2. En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires au niveau international.

Je m'engage

Le quinquennat passé a permis de rendre l'impôt plus progressif en concentrant les hausses d'impôts essentiellement sur les 20% les plus aisés. Par ailleurs la création de la Prime d'activité a ciblé les aides sur les très bas revenus. Pendant les 5 ans à venir les crédits d'impôt devront être scrupuleusement évalués.

3. Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

Je m'engage

Il faut affirmer avec nos partenaires européens l'objectif d'une aide publique à hauteur de 0,7% du RNB.

4. Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

Je m'engage

Encore une fois, la meilleure manière de rendre la finance plus vertueuse est d'agir au niveau européen. La question de la taxe sur les transactions financières devra être donc être abordée dans ce cadre-là.

5. Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

Je m'engage

Je m'engage à suivre auprès de l'AFD les aides pour que des projets éducatifs voient le jour (construction d'école, sécurisation des chemins de l'école...) et de travailler sur les conditions des aides.

6. D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'Etat est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

Je m'engage

Je m'engage à agir pour que nous sortions des énergies fossiles d'ici 2050, ce qui passe notamment par un plan d'investissement massif pour la transition énergétique.

7. Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation des agrocarburants aux niveaux français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés (2ème et 3ème générations).

Je ne m'engage pas

L'efficacité des agro-carburants fait l'objet de controverse. S'il faut absolument revoir les pratiques de production nocives pour les terres exploitées, il semble prématuré de tirer un trait définitif sur cette ressource alternative aux énergies fossiles.

8. Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

Je ne m'engage pas

La France doit bien entendu respecter ses engagements (accord de Paris sur le Climat) et porter ses financements dédiés au climat à 5 milliards d'euros d'ici 2020 et faire preuve de volontarisme pour soutenir les pays en développement, mais les engagements financiers précis doivent être évalués au regard de ce que seront les équilibres budgétaires au moment de l'examen du budget par le Parlement.

9. S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques préservent la sécurité alimentaire et n'alimentent pas les dynamiques d'accaparements de terres.

Je m'engage

Je m'engage à soutenir l'initiative 4 pour 1000 lancée par la France, visant à améliorer les stocks de matière organique des sols.

10. Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agro-écologie paysanne, qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'UE, au niveau international (FAO, CSA, CCNUCC) et dans les soutiens de la France par des initiatives et projets de développement à l'étranger.

Je m'engage

11. Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrants, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeurs d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'UE prévu par les accords de Dublin. La France doit aussi jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

Je m'engage

La France doit être à la hauteur de sa tradition d'accueil. En tant que Ministre du Travail je me suis battue avec Emmanuelle Cosse pour permettre l'insertion des migrants par le travail. En Ile de France nous avons mis en place une expérimentation avec l'AFPA qui permet à 1000 migrants de se former et d'accéder à l'emploi. Mon but c'est bien sûr d'aider des personnes déracinées à retrouver un équilibre, mais aussi de prouver que notre pays est encore capable de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin. Je m'engage à aller plus loin et poursuivre les actions visant à offrir une intégration aux réfugiés et aller plus loin que le CAO.

12. Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'UE et la Turquie alors que de fortes interrogations pèsent sur la légalité de celui-ci et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

Je suis pour une réévaluation

Nous devons soulever auprès de nos partenaires européens la question des accords passés avec les pays d'origine et de transit afin de réévaluer ces dispositifs et faire un bilan objectif de notre politique migratoire.

13. Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

Je m'engage

J'ai porté le devoir de vigilance au sein de la conférence internationale du travail, au sein du G20 et je l'ai intégré dans la déclaration du 2 mars 2017 de Matignon faite à l'occasion de la conférence sociale européenne. Enfin, j'ai soutenu la loi de Dominique Potier qui a introduit le devoir de vigilance en France et que nous devons continuer à défendre à l'international. Bien entendu, les politiques de responsabilité sociale des entreprises peuvent contribuer à respecter plus strictement les droits sociaux et humains des travailleurs à travers le monde, mais je suis convaincue que le législateur doit aussi fixer des règles contraignantes lorsque c'est nécessaire.

Je continuerai par ailleurs à m'investir sur la révision de la directive détachement pour interdire les sociétés boîtes aux lettres et pour que la question de l'hébergement fasse parti du noyau dur des droits des travailleurs.

14. Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'OIT, l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

Je m'engage

En tant que ministre je me suis investie au niveau européen pour obtenir une révision de la directive détachement et je me suis aussi positionnée fortement pour une convergence des salaires minima européens. Je poursuivrai cet engagement à l'international.

15. Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

Je m'engage

J'ai agi en tant que ministre pour la réduction des inégalités femmes hommes dans le milieu professionnel en luttant contre le temps partiel subi qui touche surtout les femmes, en renforçant les sanctions que le harcèlement et le sexisme en entreprise. J'ai également fait de la lutte contre les discriminations une priorité, notamment en inaugurant la méthode du testing réalisé par le ministère du Travail. Je suis convaincue qu'il faut reprendre et généraliser cette méthode.